

Mouvement
des **Entreprises**
de France
Paris



MUNICIPALES 2026

Objectif : Désinvisibiliser les entreprises dans la campagne

► APRÈS 25 ANS DE POLITIQUES PUBLIQUES À PARIS QUI N'ONT PAS PRIS EN COMPTE DE L'ÉCONOMIE POUR :

- L'aménagement de l'espace public
- Les **transports** et la **circulation**
- L'**urbanisme** : le logement, les commerces et les bureaux

► REMETTRE DE LA RATIONALITÉ ÉCONOMIQUE DANS LES DÉCISIONS MUNICIPALES :

- Objectiver : **chiffrer, sourcer, comparer**
- **Mesurer l'impact des politiques publiques locales** sur les activités économiques, l'emploi, le commerce, le tourisme, le logement, l'immobilier... en se fondant sur des indicateurs économiques fiables et non contestables

Des actions engagées très en amont de la campagne

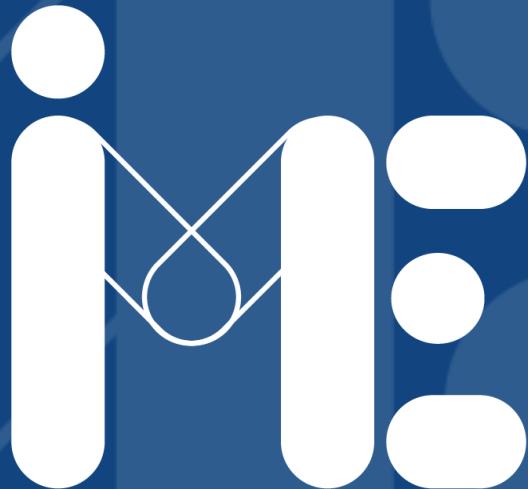
► DÈS 18 MOIS AVANT L'ÉLECTION :

- **Identifier et rencontrer les équipes de campagne et les journalistes** de manière informelle
- **Participer à des salons où sont présents élus locaux :**
 - Décembre 2024 : Salon SIMI / conférence : « Haro sur le bureau ? »
 - Juin 2025 : salon des maires d'Ile-de-France / conférence : « 2026, un tournant pour l'attractivité économique ? »

► DÈS QUE LA CAMPAGNE A COMMENCÉ :

- Rentrée : **lancer l'Institut du Monde Economique Paris (IME Paris)** et son premier rapport 1^{er} rapport
- Novembre : **rencontrer les candidats** autour de déjeuners en comité restreint
- Décembre : **organiser une conférence au SIMI** sur l'urbanisme, l'immobilier et le logement
- Janvier : **présenter des propositions & demandes aux candidats**
- Février : **organiser une audition commune des candidats**

INSTITUT
DU MONDE
ÉCONOMIQUE



PARIS

1

LA DÉMARCHE ET LES FONDATEURS

UNE DÉMARCHE INÉDITE

Un objectif : mesurer l'attractivité de Paris et évaluer l'impact économique des politiques publiques :

- Objectiver : chiffrer, sourcer, comparer
- Dresser un panorama complet de la situation économique parisienne
- Mesurer l'impact des politiques publiques locales sur les activités économiques, l'emploi, le commerce, le tourisme, le logement, l'immobilier... en se fondant sur des indicateurs économiques fiables et non contestables.

Une méthode qui allie deux expertises

- Un économiste, Nicolas Marques de l'Institut Économique Molinari, pour la recherche de données
- des organisations et entreprises, pour les remontées terrain.

15
acteurs
économiques
majeurs
engagés dans
un collectif



Mobilités



Restauration / Commerce



Bâtiment/Immobilier



Industrie



Finance

1 LES RAPPORTS

DE L'IME PARIS

DES RAPPORTS RÉGULIERS

Pendant toute la campagne :

- **L'attractivité de Paris** (octobre 2025)
- **Les mobilités et les transports à Paris** (novembre 2025)
- **L'urbanisme, l'immobilier et le logement à Paris** (décembre 2025)
- **Le commerce à Paris** (janvier 2026)

Durant la mandature

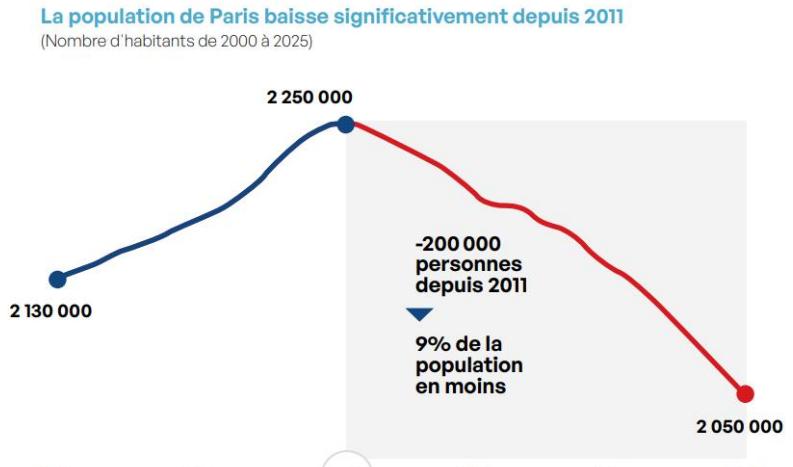
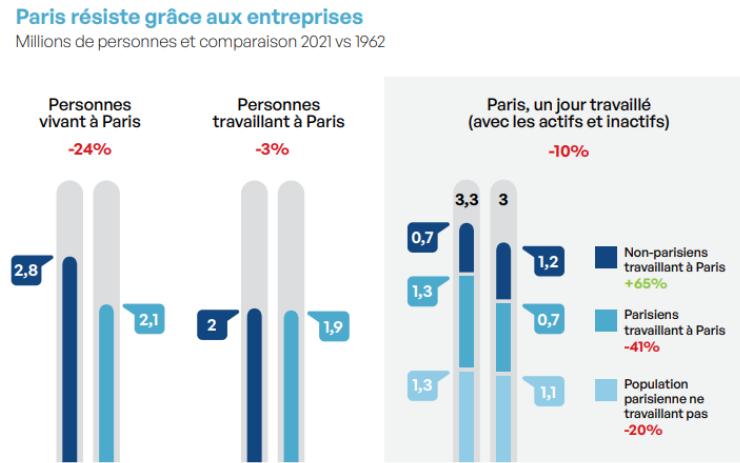
- Suivi des 1^{ers} rapports avec des données réactualisées
- Nouveaux rapports en fonction de l'actualité

RAPPORT IME • N°1

L'ATTRACTIVITÉ DE PARIS

4 novembre 2025

RAPPORT N° 1 INSTITUT DU MONDE ÉCONOMIQUE – PARIS

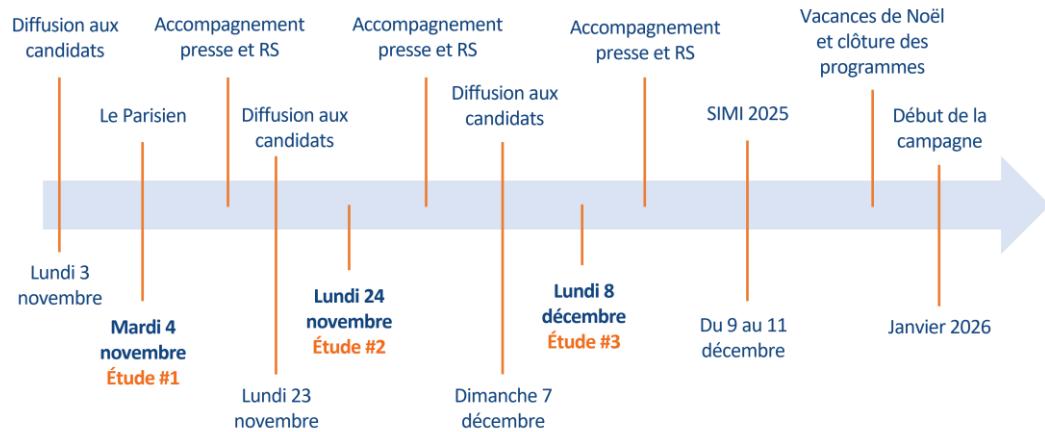


LES 3 GRANDS ENSEIGNEMENTS DU 1^{er} RAPPORT DE L'IME PARIS

- 1. Paris ne vit pas et ne peut pas vivre grâce aux seuls Parisiens.** Paris n'est en rien une simple ville résidentielle
 - Paris est une ville économique, une ville de résidents, d'actifs et de touristes
 - Paris est une ville de commerce
 - Les entreprises financent largement Paris
- 2. Paris perd du terrain. Des signes de fragilité qui font craindre un possible déclassement de Paris**
 - Paris perd des habitants
 - Le dynamisme de l'emploi s'essouffle
 - Le tissu commercial s'affaiblit
 - Le tourisme perd en valeur
- 3. La politique de la Ville de Paris ne doit plus être exclusivement tournée vers la satisfaction de ses seuls habitants**
 - Les élus parisiens doivent intégrer la dimension économique de Paris pour élaborer des politiques publiques cohérentes avec cet état de fait particulier.

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Actions prévues



1ères retombées presse

Le commerce parisien broie du noir

LE CRI D'ALARME vient d'être poussé par le Medef et par quatorze autres organisations patronales : l'activité économique à Paris ne cesse de reculer. Les chiffres le confirment, et ils le confirment sans aucun doute l'un des thèmes majeurs de la prochaine campagne pour les municipales de mars.

Longtemps épargnée par le chômage, la capitale n'est plus protégée. « L'offre d'emploi y augmente moins vite qu'en Ile-de-France, et, pour la première fois depuis longtemps, le taux d'emploi n'y augmente plus », souligne le rapport patronal, cité par « Le Parisien » (4/11). Parallèlement, le taux de vacance des commerces frôle les 11 %. Un niveau que la capitale n'avait pas connu depuis l'an 2000. « Depuis 2014, le nombre de locaux commerciaux vacants a augmenté de 18 %, et au-delà du seuil d'alerte, de 10 % »,

Certes, la population parisienne ne cesse de baisser, mais le nombre de banlieusards travaillant dans la capitale reste constant. Certes encore, les touristes étrangers demeurent aussi nombreux mais dépensent moins qu'auparavant : 659 euros en 2024, contre 854 euros en 2014, selon la même étude.

Le télétravail, les difficultés rencontrées par les détaillants du secteur hyperconcurrentiel de la mode et l'explosion de l'e-commerce jouent un rôle. Mais tous ces facteurs ne suffisent pas à expliquer l'atome qui a gagné presque tous les quartiers de la capitale. Le cas le plus frappant reste celui du boulevard Saint-Michel, défiguré par les vitrines abandonnées de nombreuses boutiques.

Un secteur d'activité parisien est particulièrement touché : celui des cafés, brasseries et restaurants. Pas moins de

1 447 d'entre eux sont actuellement en redressement ou en liquidation judiciaire. Un pourcentage record a même été franchi cet automne avec une hausse de 10 % des défaillances par rapport à la période 2010-2019. Les facilités accordées par la municipalité parisienne pendant et après la pandémie de Covid – notamment l'autorisation donnée à de nombreux établissements d'installer gratuitement durant sept mois par an tables et chaises sur les trottoirs ou sur des places de stationnement – n'ont pas ralenti ce phénomène.

Déprime au comptoir

Deux facteurs principaux expliquent sans doute cette crise qui frappe désormais tout Paris que toutes les grandes villes. Les « circuits de distribution » déclinent, les experts du secteur, c'est-à-dire les boulangeries, les supérettes, les coffee-shops, snacks, kebabs et autres fast-foods viennent concurrencer économiquement les restaurants ainsi que les brasseries ou les cafés, notamment à l'heure du déjeuner ou des pauses dites « gourmandes ».

À cours des deux dernières années, selon une analyse de Food Service Vision, les prix de la restauration classique ont augmenté de 20 %. Pour justifier cette hausse, les organisations professionnelles du secteur invoquent la flambée des charges salariales et du coût des matières premières. Mais avec de leurs représentants maintenue la baisse de la TVA, impulsée par Jacques Chirac et stabilisée à 10 % depuis 2014 pour les plats de consommation immédiate. Et donc aucun consommateur ne peut se targuer d'avoir bénéficié...

Le canard enchaîné 12/11/25

Le Parisien 12/11/25

Municipales 2026 à Paris : « n'invisibilisons pas les entreprises », intime la patronne des patrons

À un an du scrutin, Marie-Sophie Ngo Ky Claverie, directrice générale du Medef Paris, souhaite remettre l'économie au cœur de la campagne. Après une mandature qui a profondément transformé l'espace public, elle estime que de nouvelles priorités doivent émerger.

Par Alexis Bisan et Elie Julian
Le 3 avril 2025 à 19h20



Municipales à Paris : emploi, fermeture de commerces... Le Medef de la capitale tire la sonnette d'alarme

EXCLUSIF. Après avoir étudié les chiffres de l'emploi, du commerce, du tourisme, le Medef parisien appelle à un sursaut. Les représentants patronaux exhortent les candidats aux élections à ouvrir pour protéger « le rôle essentiel des entreprises ».

Par Elie Julian
Le 4 novembre 2025 à 07h00



AFPO

Le Monde

À venir